

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
25e séance
tenue le
mardi 29 novembre 1994
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 25e SEANCE

Président : M. TEIRLINCK (Belgique)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 132 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGETAIRES DU
FINANCEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

a) FINANCEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/49/SR.25
12 décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

94-82539

/...

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINT 132 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGETAIRES DU FINANCEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (A/48/421 et Add.1, A/48/622, A/48/912, A/48/945 et Corr.1; A/49/557 et A/49/664)

a) FINANCEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

1. M. TAKASU (Contrôleur) présente les rapports du Secrétaire général sur la planification, la budgétisation et l'administration efficace des opérations de maintien de la paix (A/48/945 et Corr.1 et A/49/557), qui traitent de questions touchant la planification, la budgétisation, le financement, les méthodes et procédures d'exécution, le personnel, le matériel et les fournitures.

2. Le nombre et l'ampleur des opérations de maintien de la paix se sont accrus de façon spectaculaire au cours des dernières années, et le coût total de ces opérations est maintenant huit fois supérieur à ce qu'il était en 1990. Les mandats assignés à ces missions sont aussi devenus plus ambitieux, et il importe d'améliorer la qualité des activités d'appui, ce qui implique un effort de la part non seulement du Secrétariat, mais aussi des Etats Membres, qui doivent se montrer résolus à acquitter ponctuellement et intégralement leurs quotes-parts. Au 15 novembre 1994, le montant des contributions non encore réglées se chiffrait à 1,6 milliard de dollars, et le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix se trouvait épuisé. De surcroît la lenteur du processus d'examen et d'approbation des budgets entraîne des retards dans la fixation du montant des contributions dues par les Etats Membres, et le recouvrement tardif de ces contributions provoque de graves difficultés de trésorerie. Les dépenses mensuelles consacrées aux opérations de maintien de la paix se chiffrent au total à quelque 300 millions de dollars, et le fait que certains Etats Membres tardent à verser leurs contributions empêche le Secrétariat de rembourser les Etats qui fournissent des contingents.

3. Afin de rendre l'ONU mieux à même de mener des opérations de maintien de la paix, il faut s'attaquer à trois catégories de problèmes : ceux ayant trait au financement des opérations, ceux ayant trait au personnel qui y est affecté, et ceux concernant l'équipement et le matériel. A l'intérieur de ces trois catégories, M. Takasu suggère à la Commission de concentrer son attention sur huit questions prioritaires : sous la rubrique "financement", les délégations de pouvoirs en matière financière, le cycle de budgétisation, la présentation des budgets et la situation du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix; sous la rubrique "personnel", le recours à du personnel contractuel international et les indemnités à verser en cas d'invalidité ou de décès de membres de contingents; enfin, sous la rubrique "équipement et matériel", la question des modules de démarrage et la question du matériel et de l'équipement appartenant aux contingents.

4. La première question prioritaire est celle des délégations de pouvoirs en matière financière; c'est en vertu de délégations de pouvoirs que le Secrétaire général peut entreprendre de nouvelles opérations ou amplifier des opérations en cours pour donner effet aux décisions du Conseil de sécurité en attendant l'ouverture des crédits nécessaires par l'Assemblée générale. Le Secrétaire général propose de porter de 10 à 50 millions de dollars le montant maximum des engagements auxquels il peut être autorisé à procéder par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), afin de pouvoir donner effet sans retard aux décisions des Etats Membres. Le Secrétaire général propose aussi que l'Assemblée générale lui confère le pouvoir d'engager, au-delà de cette limite, les dépenses nécessaires pour assurer le fonctionnement d'une

/...

opération pendant au moins trois mois, dépenses dont le montant serait déterminé d'après les prévisions budgétaires préliminaires concernant l'opération considérée. Il propose en outre que l'Assemblée générale autorise la mise en recouvrement auprès des Etats Membres, avant l'examen et l'approbation du budget d'une opération, de contributions représentant au total le tiers des prévisions préliminaires des dépenses ou le montant des engagements auxquels il aura été autorisé à procéder, si celui-ci est inférieur.

5. En ce qui concerne la deuxième question prioritaire - le cycle de budgétisation des opérations de maintien de la paix -, M. Takasu observe que la formule actuelle, qui consiste à faire coïncider les cycles de budgétisation avec les périodes sur lesquelles portent les mandats ou reconductions de mandat, nécessite l'établissement de nombreux rapports budgétaires dont l'examen représente une charge de travail écrasante pour le CCQAB et pour les Etats Membres, et ajoute que la lenteur du processus entraîne, avec les retards dans le paiement des contributions, de graves difficultés opérationnelles. Le Secrétaire général propose donc l'annualisation du cycle budgétaire. Pour les opérations qu'il serait possible de budgétiser en actualisant simplement la base, il est proposé d'instituer un cycle budgétaire annuel, les contributions n'étant toutefois exigibles que pour la période allant jusqu'à l'expiration du mandat en cours. Pour les autres opérations, l'Assemblée générale serait invitée à approuver des budgets coïncidant avec la durée des mandats, étant entendu qu'en cas de reconduction de mandat par le Conseil de sécurité, elle donnerait au Secrétaire général l'autorisation, renouvelable mensuellement pour une période ne dépassant pas six mois, de procéder aux engagements de dépenses nécessaires; le budget de chaque opération serait examiné deux fois par an, mais des prévisions budgétaires établies pour 12 mois seraient présentées à l'Assemblée générale au moment où elle procède à l'examen annuel des questions budgétaires. Cette formule allégerait la charge de travail de la Cinquième Commission, du CCQAB et du Secrétariat, et faciliterait aussi la tâche des Etats Membres, les instances financières de chacun d'entre eux pouvant être informées du montant prévisionnel des contributions afférentes à chaque opération de maintien de la paix pour les 12 mois à venir. L'adoption de cette formule rendrait le Secrétariat mieux à même de dresser systématiquement des plans à plus long terme, permettrait d'éviter les périodes de soudure durant lesquelles le Secrétaire général doit engager des dépenses sans qu'un budget ait été approuvé, permettrait d'éviter les retards dans la fixation des quotes-parts et de faire en sorte que les contributions couvrent bien les coûts; elle permettrait enfin d'atténuer les problèmes de trésorerie que pose le financement des opérations de maintien de la paix.

6. En ce qui concerne la formulation et la présentation des budgets, troisième question prioritaire, le Secrétaire général propose d'uniformiser la présentation des budgets et le mode d'établissement des prévisions de dépenses, et de simplifier les documents budgétaires.

7. La quatrième question prioritaire a trait au relèvement de la dotation du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix. En effet, l'importance des arriérés de contributions est telle que les réserves de trésorerie sont devenues très insuffisantes. Le solde actuel du Fonds de réserve s'établit à 64,2 millions de dollars, alors que la dotation approuvée se chiffre à 150 millions de dollars. Le Secrétaire général propose donc de porter la dotation du Fonds de réserve à 800 millions de dollars, soit à peu près l'équivalent de deux à trois mois de dépenses. M. Takasu souligne que ce relèvement ne serait possible qu'à condition que les Etats Membres veuillent bien épouser leurs arriérés de contributions.

/...

8. Au sujet du recours à du personnel contractuel international, cinquième question prioritaire, M. Takasu indique que cette pratique, en particulier pour les opérations de maintien de la paix, constitue un moyen ingénieux d'atténuer, pour les opérations en cours et pour les opérations à venir, les graves difficultés que soulève le recrutement de personnel civil. Entre autres avantages, le recours à du personnel contractuel international permet d'accélérer le déploiement de personnel qualifié, de recruter des spécialistes introuvables autrement, et de réduire la charge de travail du personnel administratif tant sur le terrain qu'au Siège.

9. En ce qui concerne les indemnités en cas d'invalidité ou de décès de membres de contingents, sixième question prioritaire, M. Takasu souhaiterait avoir l'avis de la Commission sur deux options possibles : l'une serait d'appliquer la formule actuellement en vigueur pour les observateurs militaires, à savoir limiter le montant des remboursements au double du montant annuel de la solde nette des indemnités, ou à 50 000 dollars si ce montant est plus élevé; la seconde serait de conserver la formule actuelle, selon laquelle les Etats qui fournissent des contingents ont droit au remboursement, à concurrence d'un maximum que la Cinquième commission devra fixer, des indemnités qu'ils ont effectivement versées, à condition qu'ils présentent une attestation de leur vérificateur général des comptes confirmant que chaque demande de remboursement porte sur des indemnités versées conformément aux dispositions de la législation nationale régissant le service dans les forces armées.

10. Au sujet des modules de démarrage - septième question prioritaire, M. Takasu indique que ces modules permettraient d'entreprendre dans les meilleurs délais la phase opérationnelle des nouvelles missions, en attendant l'approbation d'un budget. Le Secrétaire général propose, pour permettre la préparation de ces modules, que soit constituée une réserve de matériel et de fournitures, y compris du matériel en bon état récupéré après l'achèvement d'autres missions.

11. Enfin, au sujet du matériel et de l'équipement appartenant aux contingents - huitième question prioritaire - M. Takasu indique que le Secrétariat se propose de simplifier les modalités de remboursement grâce à l'établissement de tables d'amortissement standard, portant sur des listes normalisées de matériel; ces tables indiqueraient des taux de remboursement différents selon que l'ONU ou l'Etat Membre concerné est responsable de l'entretien du matériel; elles seront communiquées à l'Assemblée générale et figureront dans les notes établies à l'intention des pays qui fournissent des contingents.

12. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif (A/49/664), fait observer que plusieurs aspects administratifs et budgétaires des opérations de maintien de la paix appellent depuis longtemps des modifications. Le rapport du Secrétaire général (A/48/945 et Corr.1) et celui du CCQAB offrent une occasion unique de se pencher sur ces modifications. M. Mselle se propose donc de résumer les recommandations formulées par le CCQAB compte tenu des propositions du Secrétaire général. Comme il l'indique dans son rapport, le CCQAB a étudié plusieurs autres rapports du Secrétaire général et a été aidé dans son travail par la masse d'informations que lui ont fournies différents représentants du Secrétaire général.

13. Le Comité consultatif approuve les mesures que le Secrétariat a déjà prises ou se propose de prendre pour améliorer la planification des missions, et lui fait un certain nombre de suggestions à cet égard (par. 10-13). Ces suggestions ne sont pas exhaustives, mais le Comité consultatif a jugé qu'il

/...

valait mieux ne pas submerger le Secrétariat de propositions concernant la planification. Il est préférable de lui donner des directives générales et de lui permettre de dresser des plans répondant aux exigences du mandat assigné à chaque mission par le Conseil de sécurité. Le travail de planification devrait permettre au Secrétariat de dresser un inventaire aussi précis que possible des moyens à mettre en oeuvre pour qu'une mission puisse se dérouler comme l'entend le Conseil de sécurité et de déterminer avec un maximum de précision les coûts correspondants. Pour y parvenir, le Secrétariat a besoin de spécialistes de disciplines très diverses, et peut se trouver dans la nécessité de recourir à des experts de l'extérieur. Par ailleurs, l'ONU devrait, dans toute la mesure du possible, utiliser les moyens dont disposent des organismes des Nations Unies dans les régions où une mission est envisagée en vue de recueillir des informations et données utiles pour la planification de la mission. De plus, étant donné que les modules de démarrage sont conçus essentiellement pour faciliter la planification des nouvelles missions, le Comité consultatif recommande qu'un rapport détaillé sur ces modules soit présenté pendant la session en cours.

14. Au sujet du financement des opérations de maintien de la paix, M. Mselle observe que le problème que soulève la mobilisation rapide de ressources de trésorerie suffisantes, en particulier pour le lancement de missions nouvelles ou la reconduction de missions en cours, est facile à comprendre, mais difficile à résoudre. Le Conseil de sécurité décide du lancement d'opérations de maintien de la paix, mais l'établissement par le Secrétariat des budgets correspondants, puis l'examen de ces budgets par le CCQAB, la Cinquième Commission et l'Assemblée générale prennent forcément du temps; une fois que le budget d'une opération a été approuvé, il faut aussi du temps pour recouvrer les contributions nécessaires au financement de ce budget. Le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix, créé pour résoudre le problème de liquidités qui se pose lors du démarrage ou de la reconduction d'une opération, n'a pas pu fonctionner comme on l'attendait parce que certains Etats Membres continuent de payer leurs contributions en retard. Voyant là un moyen de remédier au problème, le Secrétariat a proposé que la dotation du Fonds soit portée de 150 millions à 800 millions de dollars. Or, le CCQAB n'est pas en mesure de souscrire à cette proposition.

15. Pour dégager les ressources de trésorerie nécessaires à la couverture des dépenses de démarrage des missions nouvelles ou les dépenses initiales entraînées par l'expansion de missions en cours, en particulier, le Secrétaire général propose de porter de 10 millions à 50 millions de dollars le montant maximum des engagements auxquels il peut procéder en vertu d'une simple autorisation du Comité consultatif, et de mettre en recouvrement auprès des Etats Membres des contributions représentant au total le tiers du montant des prévisions budgétaires préliminaires établies pour chaque opération nouvelle ou élargie. M. Mselle rappelle que l'Assemblée générale a décidé en 1988 (résolution 44/203) que la limite de 10 millions de dollars fixée pour les engagements discrétionnaires que le Comité consultatif est habilité à autoriser vaudrait désormais pour chaque décision du Conseil de sécurité. Autrement dit, si le Conseil, pendant une année donnée, prend dix décisions ayant des incidences financières, le Comité consultatif peut autoriser le Secrétaire général à procéder à des engagements discrétionnaires d'un montant maximum total de 100 millions de dollars. Si le montant plafond était porté à 50 millions de dollars par décision, le total annuel des engagements de dépenses que le Secrétaire général pourrait engager en vertu d'une autorisation du CCQAB pourrait atteindre un chiffre considérable. Il se trouve que depuis la décision portant le montant plafond des engagements à 10 millions de dollars, le Conseil n'a pas eu à demander au Comité consultatif d'approuver des engagements portant

/...

sur des sommes très importantes, mais il n'en demeure pas moins que les Etats Membres seraient sans doute peu enclins à approuver un relèvement aussi considérable du montant plafond des engagements discrétionnaires que le CCQAB est autorisé à approuver.

16. Dans son rapport (A/48/945, par. 15), le Secrétaire général propose aussi que soient mises en recouvrement auprès des Etats Membres des contributions équivalant au tiers du montant total des prévisions de dépenses figurant dans les états d'incidences financières soumis au Conseil de sécurité, afin d'assurer le financement des dépenses de démarrage. Des objections ayant été soulevées au sein du CCQAB, le terme "incidences financières" a été abandonné au profit de l'expression "prévisions préliminaires de dépenses". Selon le Secrétariat, les dépenses de démarrage comprendraient certaines dépenses non renouvelables, plus les dépenses renouvelables prévues pour trois mois. Il semble au Comité consultatif qu'étant donné que les besoins varient sensiblement d'une mission à l'autre, la mise en recouvrement systématique de contributions représentant le tiers du total des coûts projetés serait une mesure arbitraire et qu'au vu de l'expérience récente, il serait irréaliste d'attendre de l'Assemblée générale qu'elle accepte sans avoir pu en débattre les prévisions préliminaires de dépenses ou la mise en recouvrement de contributions équivalant au tiers du budget préliminaire d'une opération. Le Comité consultatif considère qu'il faut adopter une formule plus souple qui reprendrait les principaux éléments des propositions du Secrétaire général, mais pourrait être adaptée aux exigences particulières de chaque opération. Il recommande donc à la Commission d'inviter l'Assemblée générale à envisager un système qui, tout en maintenant la limite actuelle de 10 millions de dollars fixée pour les autorisations d'engagement que peut accorder le CCQAB, lui permettrait de recourir aux solutions proposées aux alinéas b) et c) du rapport de ce dernier. Ces solutions permettraient d'éviter de longs débats lorsque les sommes en jeu seraient inférieures à 50 millions de dollars, et de mobiliser rapidement les liquidités nécessaires; lorsque les dépenses de démarrage prévues ne dépasseraient pas 10 millions de dollars, le montant correspondant, comme c'est le cas actuellement, ne serait pas immédiatement mis en recouvrement. Pour les missions de grande envergure nécessitant des dépenses de démarrage dépassant les 50 millions de dollars, l'Assemblée générale serait invitée à examiner des prévisions préliminaires et déciderait du montant à mettre en recouvrement pour financer ces dépenses.

17. Au sujet du cycle de budgétisation des opérations de maintien de la paix, M. Mselele indique que le Comité consultatif souscrit à la proposition du Secrétaire général selon laquelle le cycle ne serait plus synchronisé avec la durée des mandats approuvés par le Conseil de sécurité. Le Comité consultatif estime aussi, comme le Secrétaire général, que dans le cas des missions pour lesquelles les dépenses de fonctionnement ne sont pas sujettes à des fluctuations en cours d'exercice, il suffirait de soumettre des budgets annuels à l'approbation de l'Assemblée générale. Le CCQAB partage aussi l'avis du Secrétaire général au sujet des missions dont les dépenses sont susceptibles de fluctuer en cours d'année, à savoir qu'il conviendrait d'annualiser aussi les budgets de ces opérations, mais que ceux-ci devraient être examinés deux fois par an par l'Assemblée générale. Enfin, comme il l'avait déjà indiqué dans un rapport antérieur (A/47/990, par. 42), le CCQAB estime que pour toutes les opérations de maintien de la paix, la durée de l'exercice financier devrait être fixée à 12 mois, et que cet exercice devrait coïncider avec le cycle budgétaire de 12 mois dont il recommande par ailleurs l'adoption. Le Comité consultatif préconise que pour toutes les opérations de maintien de la paix, un projet de budget soit soumis à l'Assemblée générale tous les 12 mois, et que pour les missions dont les paramètres sont susceptibles d'évoluer, l'Assemblée procède au bout de six mois à un réexamen du budget approuvé. Pour ce dernier cas, il

/...

faudrait que l'Assemblée générale décide si elle préfère approuver un budget portant sur une période de 12 mois, qu'elle reverrait au bout de six mois, ou être appelée à se prononcer sur des budgets portant seulement sur des périodes de six mois. En tout état de cause, cependant, les contributions mises en recouvrement auprès des Etats Membres ne couvriraient les dépenses que pour la durée des mandats approuvés par le Conseil de sécurité.

18. Pour les raisons qu'il expose dans son rapport, le Comité consultatif recommande que le cycle de budgétisation de toutes les opérations de maintien de la paix aillent du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante. Il recommande aussi que 1995 soit une année de transition, et que le nouveau cycle budgétaire et financier prenne effet à compter du 1er juillet 1996. Cela signifie que les budgets correspondant au cycle qui commencerait à cette date seraient examinés par le Comité consultatif en février et mars 1996, et le Comité continuerait donc de se réunir chaque année en février et mars. D'avril à juin, la Cinquième Commission et l'Assemblée générale auraient à examiner les projets de budget des opérations de maintien de la paix compte tenu des recommandations du CCQAB et, pour les opérations non encore stabilisées, à revoir six mois plus tard les budgets approuvés.

19. L'adoption des propositions du CCQAB contribuerait dans une large mesure à résoudre les problèmes que l'échelonnement des décisions du Conseil de sécurité pose depuis quelques années au Secrétariat, au CCQAB et à la Cinquième Commission. Les paragraphes 27 à 35 du rapport du Comité consultatif traitent des exigences des situations auxquelles doivent faire face le Secrétariat et les organes délibérants de l'ONU. Les propositions formulées à cet égard par le CCQAB se veulent pragmatiques; leur application faciliterait la tâche de tous les intéressés, y compris le Comité des commissaires aux comptes, dont la charge de travail serait répartie plus uniformément tout au long de l'année.

20. Au sujet de la manière dont sont présentés les budgets et des rapports sur leur exécution, M. Mselle observe que l'utilité d'un document budgétaire dépend de la mesure dans laquelle il facilite l'examen des questions en jeu et les décisions des organes compétents. Or, force est de constater que dans bien des cas, les budgets des opérations de maintien de la paix sont présentés de telle manière que ces tâches s'en trouvent compliquées plutôt que simplifiées, et ce essentiellement par la faute des Etats Membres, qui demandent une quantité considérable d'informations et de statistiques. Le Secrétariat est en train de prendre à cet égard diverses initiatives, notamment la préparation d'un guide des coûts standard, qui devrait rendre les documents budgétaires plus maniables à l'avenir.

21. Les rapports sur l'exécution des budgets ont soulevé des problèmes considérables au cours des dernières années. Afin de pouvoir établir des prévisions réalistes pour le prochain budget, il importe certes de disposer des informations les plus récentes sur l'exécution du budget en cours, mais il ne faut pas oublier qu'un rapport d'exécution digne de ce nom doit reposer sur des données définitives et non pas sur des projections. Dans la pratique, on ne peut disposer de ces données que bien après la clôture d'un exercice budgétaire. L'adoption du nouveau cycle budgétaire et financier devrait permettre d'établir de vrais rapports sur l'exécution des budgets, que le CCQAB et l'Assemblée générale seraient à même d'examiner de manière approfondie. Il convient de noter à ce propos que le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice précédent serait présenté au milieu de l'exercice en cours, soit au moment où serait examiné le projet de budget pour l'exercice suivant. Il n'y a pas moyen de faire autrement si l'on veut que le rapport sur l'exécution du budget soit véritablement digne de ce nom, et que l'examen du projet de budget pour

/...

l'exercice suivant repose sur les informations les plus récentes. Le Comité consultatif recommande au Secrétariat de soumettre à l'Assemblée générale, pendant sa session en cours, un prototype de budget annuel et de rapport sur l'exécution d'un budget, afin qu'elle puisse se prononcer sur la manière dont ces deux types de documents devraient être présentés ainsi que sur la périodicité et les dates de soumission des rapports d'exécution. L'adoption du nouveau système proposé par le CCQAB nécessiterait des amendements au Règlement financier et aux Règles de gestion financière, sur lesquels l'Assemblée générale devrait aussi statuer pendant la session en cours.

22. Le Comité consultatif approuve les mesures prises pour renforcer la fonction de contrôle interne pour les opérations de maintien de la paix, et en suggère plusieurs autres au paragraphe 56 de son rapport (A/49/664). Le Comité demande en particulier que des directives plus claires soient établies en ce qui concerne le rôle des administrateurs des finances itinérants et demande aussi que les services consultatifs de gestion soient fournis dans les limites des ressources disponibles.

23. Pour ce qui est des questions de personnel, M. Mselle note que le recours à du personnel contractuel international a indéniablement permis à l'Organisation de faire face à des besoins nouveaux plus rapidement que s'il lui avait fallu appliquer les modalités normales de recrutement. Cependant, la manière dont le projet pilote a été mené dans le cas de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) et le statut du personnel contractuel international soulèvent un certain nombre de questions qu'il importe de régler d'urgence, avant que la formule ne soit étendue à d'autres missions. Le Comité consultatif recommande donc au Secrétariat de faire procéder à une enquête et à une évaluation indépendantes et, en attendant l'issue, de suspendre le recrutement de personnel de ce type pour la FORPRONU et de s'abstenir d'étendre la formule à d'autres missions.

24. Le CCQAB n'a pas fait de recommandation portant spécifiquement sur la question des indemnités à verser en cas d'invalidité ou de décès de membres des contingents, car c'est là une question qui appelle une décision politique de l'Assemblée générale. Cependant, il recommande que pendant la session en cours, le Secrétaire général revoie la question des prestations auxquelles a droit le personnel affecté aux opérations de maintien de la paix, y compris les indemnités de mission.

25. L'idée d'établir un fichier de candidats pour la constitution d'équipes de démarrage mérite d'être élaborée plus avant, et il faudra définir les moyens pratiques d'assurer l'application intégrale de la décision prise par l'Assemblée générale au sujet d'un dispositif comprenant des unités militaires de réserve, ainsi que de faire préciser par les Etats Membres les cas pour lesquels ils accepteraient de fournir les troupes et le matériel demandés par l'ONU. Eu égard à la nécessité de rendre plus fiables les statistiques d'après lesquelles sont calculées les sommes à rembourser aux Etats Membres qui fournissent des contingents, le CCQAB se félicite de la mise en place d'un système comptable rationnel. Il note qu'un projet pilote est en cours pour déterminer la viabilité de la formule de recrutement pour des périodes de durée limitée, mais tient à mettre en garde contre les risques d'une prolifération des catégories de personnel et des types de contrat. Des dispositions uniformes devraient s'appliquer à tout le personnel recruté pour des périodes de durée limitée.

26. Le Comité consultatif estime qu'il faudrait s'attacher davantage à obtenir des Etats Membres qu'ils détachent du personnel. Le CCQAB note aussi que les Volontaires des Nations Unies, dont les services sont peu coûteux, jouent un

/...

rôle précieux. Il formule dans son rapport quelques suggestions concernant la rotation et la durée d'affectation du personnel militaire. Il estime en outre que les principes régissant la rotation du personnel civil devraient être plus clairement définis.

27. Le Comité consultatif se félicite des mesures prises en ce qui concerne les transports et d'autres questions opérationnelles, et tient à souligner qu'il importe de conclure, avant le déploiement d'une mission, un accord sur le statut des forces et sur le statut de la mission. Le CCQAB s'associe à l'appel qui a été lancé en faveur de la conclusion d'"accords de bon voisinage" avec les pays dont le territoire est limitrophe de la zone d'opération d'une mission.

28. Les problèmes touchant la détermination de la valeur du matériel appartenant aux contingents et le remboursement des charges afférentes à ce matériel préoccupent le CCQAB depuis de nombreuses années. Les dispositions actuellement en vigueur sont si lourdes que les remboursements sont de plus en plus tardifs. Le Comité consultatif note avec satisfaction que le Secrétaire général a entrepris d'établir des normes uniformes pour chaque catégorie de matériel; en attendant, des dispositions provisoires seront appliquées.

29. Au sujet de la liquidation du matériel lors de l'achèvement d'une mission, le CCQAB souscrit aux propositions du Secrétaire général. Cependant, il considère qu'il faudrait s'efforcer de se mettre d'accord avec les gouvernements sur les modalités de remboursement de la valeur résiduelle des surplus de matériel et de fournitures. Il faudrait commencer par soumettre un modèle d'accord à l'approbation de l'Assemblée générale. La question des transferts de biens d'une mission à l'autre est également à l'étude.

30. Lorsqu'il a formulé ses recommandations, le Comité consultatif a, autant qu'il le pouvait, tenu compte des différents points de vue exprimés sur chaque question. Il espère que ces recommandations et les décisions que l'Assemblée générale prendra sur la base des recommandations de la Cinquième Commission permettront d'introduire des changements qui, pour ce qui touche au financement et à la gestion des opérations de maintien de la paix, faciliteront la tâche du secrétariat, du Comité consultatif et de la Cinquième Commission.

La séance est levée à 11 h 20.